

FLASH ÉCONOMIE

RECHERCHE ÉCONOMIQUE

29 août 2011 – N° 631

Pourtant, l'analyse des problèmes économiques des Etats-Unis n'est pas très difficile à faire. Pour faire simple, les démocrates ont raison

Le débat entre démocrates et républicains sur les remèdes à apporter aux problèmes de l'économie des Etats-Unis est assez violent. Pourtant, l'analyse des problèmes économiques des Etats-Unis n'est pas très difficile à faire :

- *il n'y a pas de problème d'offre majeur : la rentabilité des entreprises est forte, la pression fiscale est faible, la générosité des systèmes de protection sociale est réduite, la flexibilité du marché du travail est forte, la concurrence est forte sur les marchés des biens, la devise est faible en termes réels ;*
- *il y a un problème de demande intérieure majeur : maintenant que les ménages ne peuvent plus s'endetter davantage, la stagnation des salaires réels et la déformation du partage des revenus au détriment des salariés détruisent la demande des ménages, ce qui affaiblit aussi l'investissement des entreprises ;*
- *il y a un problème massif de finances publiques, avec la nécessité de stabiliser le taux d'endettement public avant qu'il soit définitivement trop élevé.*

Les remèdes de politique économique sont donc assez clairs :

- *puisque le problème est la demande et non l'offre, accroître plus rapidement les salaires ;*
- *pour la même raison, résorber le déficit public de la manière qui réduit le moins la demande, les effets d'offre étant secondaires, c'est-à-dire par la taxation des revenus du capital et des hauts revenus.*

RECHERCHE ECONOMIQUE
Rédacteur :
Patrick ARTUS

Il n'y a pas de problème d'offre majeur aux Etats-Unis

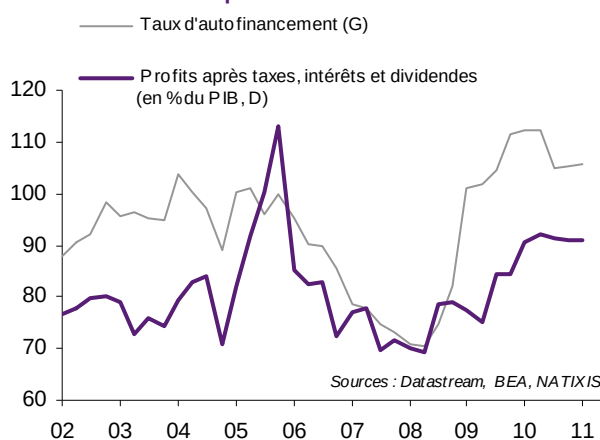
Il y a un débat interne extrêmement violent aux Etats-Unis entre républicains et démocrates pour savoir ce que seraient les meilleures politiques de sortie de crise : absence de réduction des impôts et coupes dans les dépenses sociales pour les républicains ; hausse des impôts et amélioration de la protection sociale pour les démocrates. Pourtant nous pensons que **la situation économique des Etats-Unis est claire et conduit à des solutions claires de politique économique.**

Le premier point est l'absence de problème d'offre aux Etats-Unis :

- la rentabilité des entreprises est redevenue très forte (graphique 1) avec la déformation du partage des revenus au détriment des salariés (graphique 2) ;
- la pression fiscale est faible (graphique 3), surtout en ce qui concerne les charges sociales ;
- la générosité des systèmes de protection sociale est réduite (graphique 4, tableau 1), le taux de syndicalisation a chuté (graphique 5) ;
- la flexibilité du marché du travail est forte, ainsi que l'intensité de la concurrence sur le marché des biens (tableaux 2 a – b) ;
- le dollar est faible en termes réels, ce qui stimule l'offre des produits industriels (graphique 6).

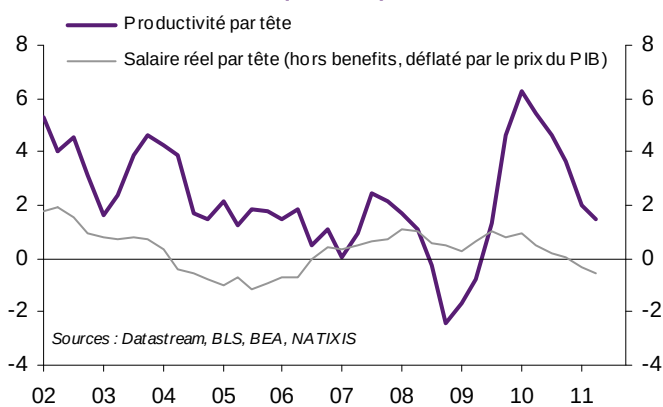
Graphique 1

Etats-Unis : profits et taux d'autofinancement



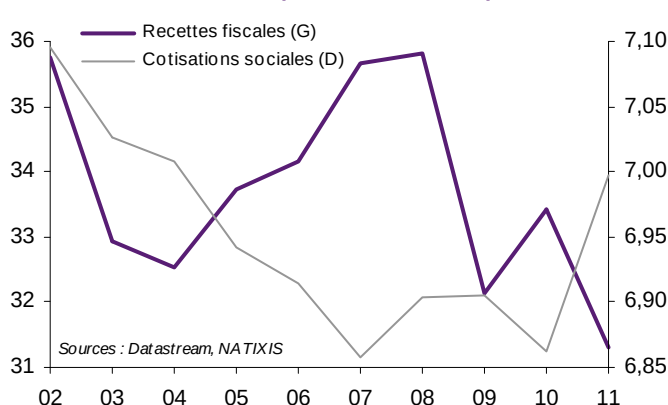
Graphique 2

Etats-Unis : productivité et salaire réel par tête (GA en %)



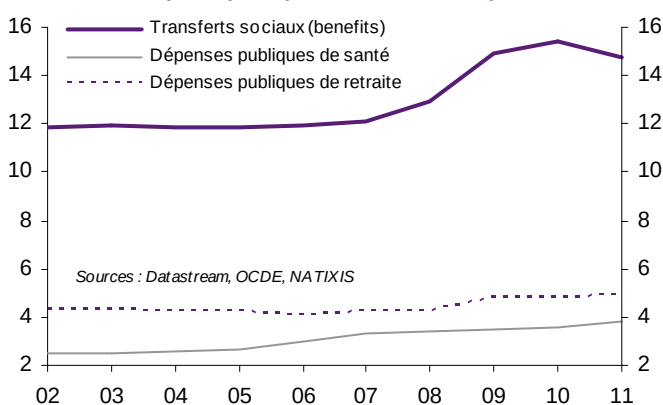
Graphique 3

Etats-Unis : recettes fiscales et cotisations sociales (en % du PIB valeur)

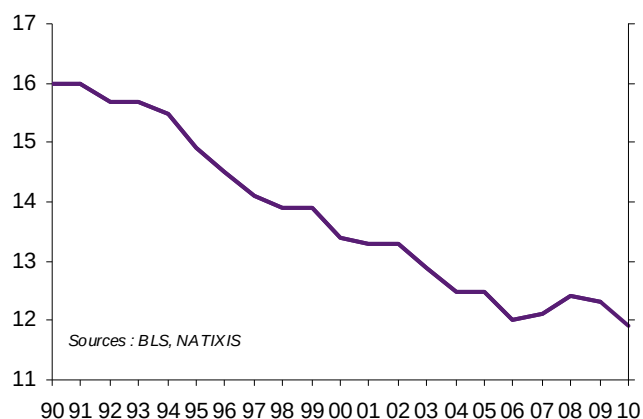


Graphique 4

Etats-Unis : transferts sociaux et dépenses publiques (en % du PIB valeur)



Graphique 5
Etats-Unis : taux de syndicalisation



Graphique 6
Etats-Unis : taux de change effectif* réel (100 en 2002 : 1)

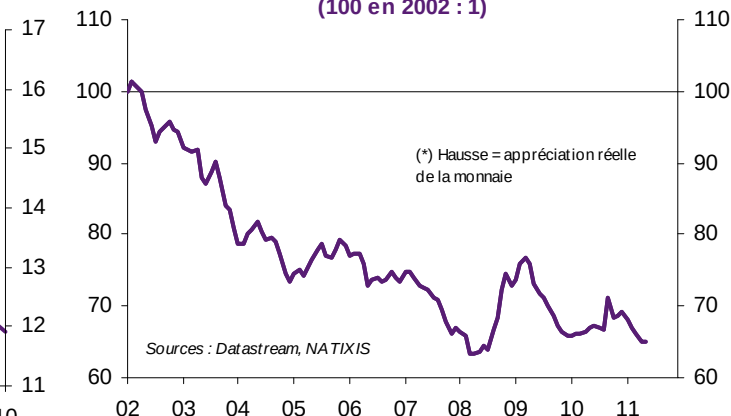


Tableau 1
Assurance chômage aux Etats-Unis

Indemnisations chômage	Durée maximale (semaines)	Eligibilité
Permanent		
Allocation standard	26	tous les états
Prolongé jusqu'au 31/12/2011		
Emergency unemployment compensation (EUC):	53	tous les états
Tier I	20	tous les états
Tier II	14	tous les états
Tier III	13	Etats avec un taux de chômage > 6%
Tier IV	6	Etats avec un taux de chômage > 8,5%
Financement fédéral prolongé jusqu'au 31/12/2011		
Extension des bénéfices :	20	après épuisement de l'EUC
Etats avec un taux de chômage > 6,5%	13	diffère selon les états
Etats avec un taux de chômage > 8%	7	diffère selon les états
Total	99	

Source: Département du travail des Etats-Unis

Tableau 2 a
Indice de protection de l'emploi

Echelle de 0 à 6, les valeurs augmentant avec le degré de rigueur de la réglementation	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Etats-Unis	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17	0,17	n.c.

Source : OCDE

Tableau 2 b
Indicateur de réglementation des marchés des biens

Echelle de 0 à 6 du moins restrictif au plus restrictif	1998	2003	2008
Etats-Unis	1,283	1,007	0,841

Source : OCDE

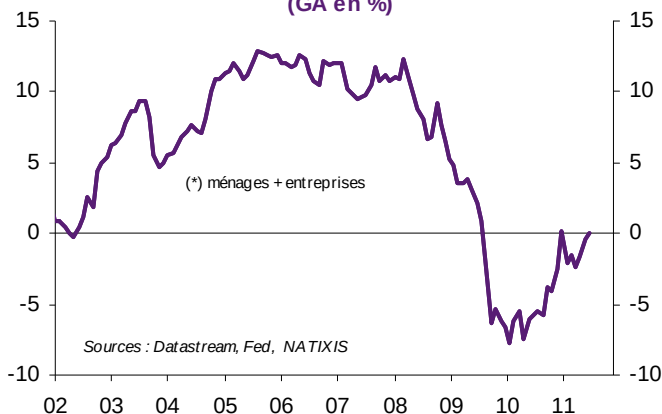
Il n'y a donc certainement pas de problème d'offre aux Etats-Unis.

Il y a un problème majeur de demande intérieure aux Etats-Unis

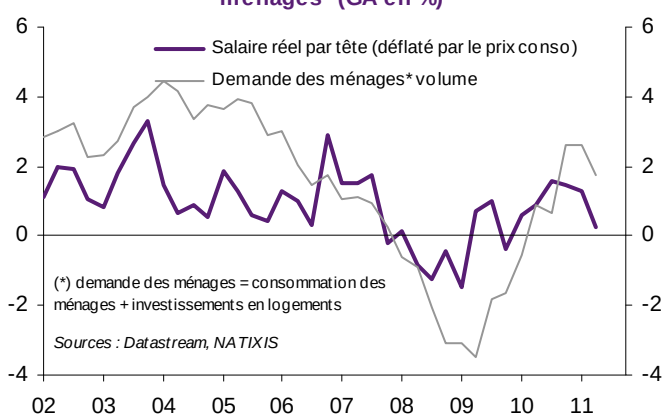
Les Etats-Unis ne peuvent plus aujourd'hui soutenir leur demande intérieure par **l'endettement du secteur privé (graphique 7 a)** ; de ce fait, **la stagnation des salaires réels (graphique 7 b)** qui vient de la déformation du partage des revenus (graphique 2 plus haut), conduit à celle **de la dépense des ménages (graphique 7 b)**.

La demande des ménages étant faible, **les entreprises ont peu besoin d'investir (graphique 7 c)**.

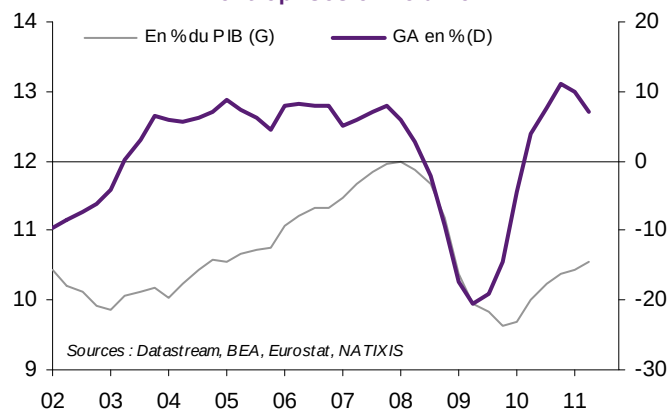
Graphique 7 a
Etats-Unis : crédits bancaires au secteur privé*
(GA en %)



Graphique 7 b
Etats-Unis : salaire par tête et demande des ménages* (GA en %)



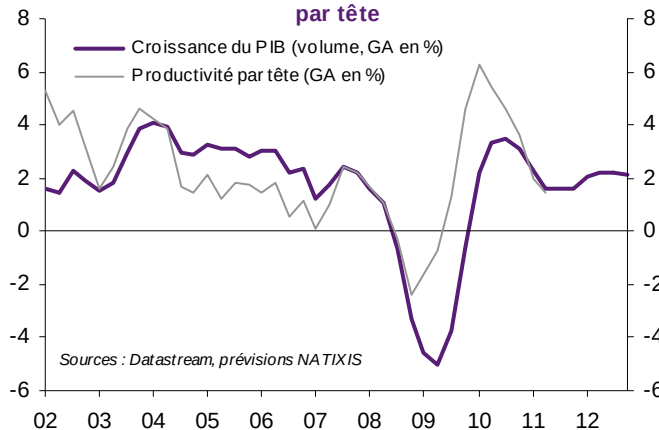
Graphique 7 c
Etats-Unis : investissement total des entreprises en volume



Le problème de faible croissance aux Etats-Unis (graphique 8 a) ne vient donc pas d'un problème d'offre mais d'un problème de demande intérieure ce qui explique que la croissance à venir est beaucoup plus faible que la croissance potentielle, calculée de la manière usuelle (somme des gains de productivité, graphique 8 a, et de la croissance de la population en âge de travailler, graphique 8 b), soit environ 2,6 % par an.

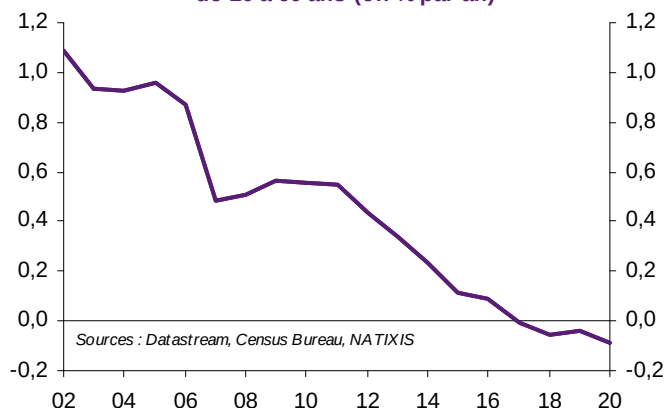
Graphique 8 a

Etats-Unis : croissance du PIB et productivité par tête



Graphique 8 b

Etats-Unis : croissance de la population de 20 à 60 ans (en % par an)

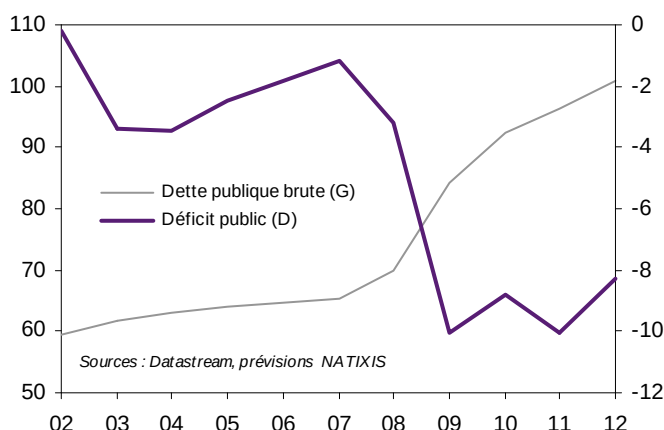


Il y a aussi un problème grave de finances publiques aux Etats-Unis

Le problème de finances publiques des Etats-Unis est bien connu : la dynamique du taux d'endettement public est divergente (graphiques 9 a – b), avec les déficits publics très importants (graphique 9 a) et la faiblesse de la croissance (graphique 8 a plus haut).

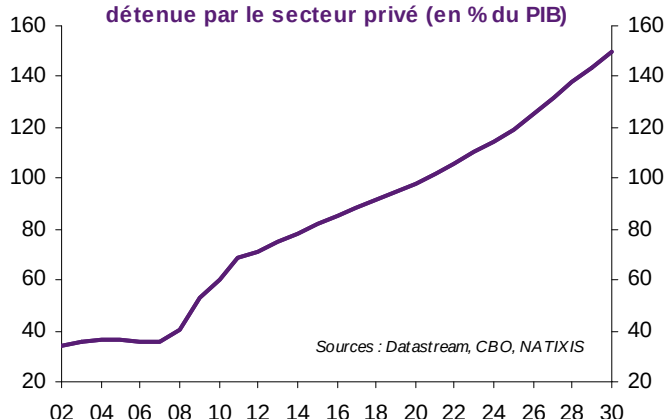
Graphique 9 a

Etats-Unis : dette et déficit publics (en % du PIB)



Graphique 9 b

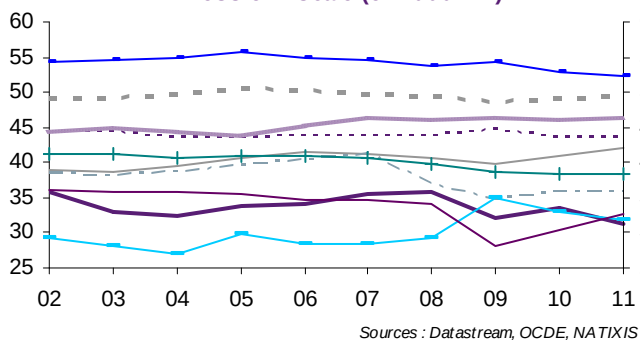
Etats-Unis : prévisions de la dette publique détenue par le secteur privé (en % du PIB)



Ceci se passe dans un contexte où la pression fiscale est très faible par rapport aux autres pays (graphique 10 a) et les dépenses publiques (graphique 10 b) plus proches du niveau moyen des pays.

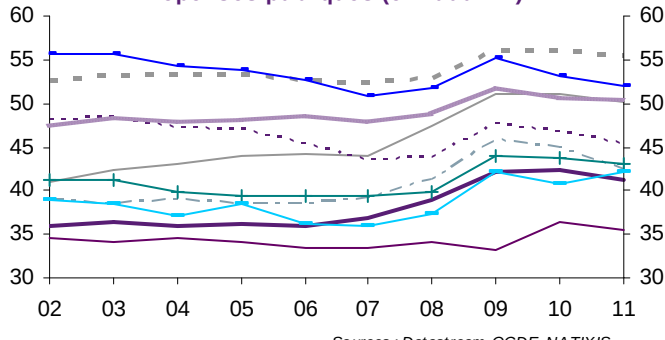
Graphique 10 a

Pression fiscale (en % du PIB)



Graphique 10 b

Dépenses publiques (en % du PIB)



Synthèse : la solution
aux problèmes
économiques des
Etats-Unis paraît donc
assez claire

1. Le premier problème est de relancer la croissance. Puisque le problème est la demande intérieure et non l'offre, la solution normale est une hausse plus rapide des salaires, l'arrêt de la déformation du partage des revenus au détriment des salariés.
2. Le second problème est de réduire le déficit public, puisque le problème est la demande intérieure et non l'offre, la solution normale est de réduire le déficit public de la manière qui réduise le moins la demande intérieure, les effets d'offre étant secondaires.

Ceci implique la hausse de la taxation des revenus du capital, de la taxation des hauts revenus (Encadré 1), et certainement pas la baisse des dépenses sociales (santé, éducation, retraites publiques).

Encadré 1

Taxation des revenus aux Etats-Unis

La structure de taxation actuelle des **gains en capitaux** provient majoritairement de la réforme des impôts de l'administration Bush en 2001 (EGTRRA et JGTRRA). Elle prend en compte deux éléments : la tranche d'imposition et l'horizon d'investissement. Plus la tranche d'imposition est faible, plus la taxe est moindre. De même, plus l'horizon d'investissement est lointain (en général supérieur à un an) plus la taxation est faible, le but étant de favoriser les investissements à long terme. Le tableau ci-dessous, présente les différents taux pratiqués. Les taux présentés pour les années 2013 et après, sont conditionnels à l'hypothèse que les baisses du taux d'imposition des gains en capital de l'administration Bush (modifiés pendant la crise pour les revenus les plus faibles), étendus par le président Obama en décembre 2010 pour encore 2 ans, expirent comme convenu fin 2012.

Pour les dividendes, depuis la réforme de 2003, un taux équivalent au taux d'imposition des revenus du capital à long terme est appliqué (15% pour la plupart des tranches). De même, en 2008 ce taux est passé à 0% pour les tranches d'impositions de 10% et 15% et ce barème a été étendu en fin 2010. Ainsi, toujours sous l'hypothèse d'une exposition généralisée fin 2012, le taux pratiqué redeviendra le taux ordinaire d'imposition correspondant au revenu.

Concernant **l'assurance vie**, le système de taxation est relativement complexe et dépend du type de contrat qui est souscrit par l'assuré. De fait l'usage de ce support comme niche fiscale est limitée.

Tranches d'imposition pour l'année fiscale 2010		Taux appliqués pour la taxation						2013 - ...		
		Horizon d'investissement Impôt sur le revenu	2003 - 2012		2008 - 2012		Horizon d'investissement Impôt sur le revenu			
			< 1 an	> 1 an	< 1 an	> 1 an		< 1 an	Entre 1 et 5 ans	> 5 ans
Individus	Couples mariés		Taux d'imposition pour les gains en capital					Taux d'imposition pour les gains en capital		
< \$8 375	< \$16 750	10%	10%	5%	10%	0%				
\$8 375 - \$34 000	\$16 750 - \$68 000	15%	15%	5%	15%	0%	15%	15%	10%	10% (a)
\$34 000 - \$82 400	\$68 000 - \$137 300	25%	25%	15%	25%	15%	28%	28%	20%	20% (b)
\$82 400 - \$171 850	\$137 300 - \$209 250	28%	28%	15%	28%	15%	31%	31%	20%	20% (b)
\$171 850 - \$373 650	\$209 250 - \$373 650	33%	33%	15%	33%	15%	36%	36%	23,8%	23,8% (b, c)
> \$373 650	> \$373 650	35%	35%	15%	35%	15%	39,6%	39,6%	23,8%	23,8% (b, c)

Source: Tax Foundation

(a) D'après le "Tax payer relief Act of 1997" ce taux devrait passer à 8% après expiration des crédits d'impôt de l'administration Bush

(b) D'après le "Tax payer relief Act of 1997" ce taux devrait passer à 18% après expiration des crédits d'impôt de l'administration Bush

(c) Les 3,8% supplémentaires proviennent de la réforme du système de la santé (Medicare tax)